

# Le fléau cybercriminel prend de l'ampleur

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4467 - Jeudi 3 mai 2018 - Prix : 10 DA

Melbou

## Marche contre la mafia du foncier

Journée mondiale

## Bouteflika appelle la presse à assumer sa «noble mission» de critique journalistique

### La protection américaine a un prix

Par Mohamed Habili

**A**vec Donald Trump, les richissimes monarchies du Golfe n'ont pas fini de cracher au bassin, comme on dit. Profitant d'une question de journaliste, mardi dernier lors de son interview conjointe avec le président français, il les a une fois de plus, et sur un ton qui ne manquait pas de rudesse, mises en demeure de payer pour la présence des troupes américaines en Syrie, du moment qu'il y va de leur protection. Les Etats-Unis ont déjà dépensé des sommes colossales, a-t-il tenu à expliquer par le menu en regardant Emmanuel Macron, dont il semblait rechercher le soutien, sans obtenir rien en échange. Puis se rattrapant aussitôt, il précise : moins que rien en réalité, en homme âpre aux affaires. Nous les protégeons, quoi de plus normal qu'elles payent. Pour un homme comme lui, cela n'est pas seulement évident, cela est moral. C'est là d'ailleurs un langage que ses destinataires semblent parfaitement comprendre, à défaut de l'apprécier. En le tenant, lui-même a parlé des pays du Golfe en général, sans citer aucun d'eux en particulier. Cela n'a pas empêché le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, de recevoir ces paroles comme si elles étaient exclusivement adressées au Qatar, puis de les reformuler en leur imprimant un surcroît de force, le tout on dirait en temps réel, en même temps donc que Trump les proferait, vers leur véritable destinataire.

Suite en page 3

## La FNTR demande la poursuite de la subvention de la CNR

# Le niveau de vie des retraités pourrait se dégrader davantage



Face à la hausse vertigineuse des prix, la FNTR prie les pouvoirs publics de «continuer à subventionner la CNR jusqu'au rétablissement de ses finances, en prenant des mesures adéquates susceptibles de renflouer la trésorerie de cette caisse».

Lire page 2

Maison de la presse de Tizi Ouzou

## Le P/APW s'engage à améliorer les conditions de travail des journalistes

Célébration de la Journée internationale du jazz

## Jean-Marie Ecay enchante ses fans à l'Opéra d'Alger

La FNTR demande la poursuite de la subvention de la CNR

# Le niveau de vie des retraités pourrait se dégrader davantage

■ Face à la hausse vertigineuse des prix, la FNTR prie les pouvoirs publics de «continuer à subventionner la CNR jusqu'au rétablissement de ses finances, en prenant des mesures adéquates susceptibles de renflouer la trésorerie de cette caisse».

Par Meriem Benchaoua

La situation des retraités ne cesse d'empirer au regard du pouvoir d'achat actuel, de l'augmentation vertigineuse des prix des produits de première nécessité qui ont connu ces derniers mois une forte hausse au point de créer une surcharge sur les dépenses des ménages. Face à cette situation, la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) a demandé aux pouvoirs publics de continuer à subventionner la Caisse nationale des retraites (CNR) jusqu'au rétablissement de son équilibre financier, en prenant des mesures «adéquates» à même de renflouer la trésorerie de cette caisse. Face à la hausse «vertigineuse» des prix, la FNTR prie les pouvoirs publics «de continuer à subventionner la CNR jusqu'au rétablissement de ses finances, en prenant des mesures adéquates susceptibles de renflouer la trésorerie de cette caisse», a indiqué un communiqué de la FNTR, rendu public au lendemain de la réunion de la Commission exécutive fédérale. La FNTR, affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), réclame de continuer



d'attribuer un taux de revalorisation équivalent aux taux d'inflation déclaré par l'Office national des statistiques (ONS) en fin d'année 2017, rappelant la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat pour les petites pensions en rétablissant le montant de la pension minimum à 100% du SNMG et une actualisation des

pensions attribuées avant 2008. Elle a appelé également à la révision du seuil d'exonération et la réduction de l'IRG des pensions dont le montant est inférieur à 40 000 et procéder à des réductions d'impôt aux pensions supérieures à 40 000 DA et inférieures à 100 000 DA ou de confectionner un barème d'IRG propre aux

seuls retraités. Les membres de la Commission exécutive fédérale ont salué, par ailleurs, le geste du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a consenti l'injection de 500 milliards de DA au budget de 2018 de la CNR sur le budget de l'Etat pour permettre aux trois millions de retraités de toucher réguliè-

ment leurs pensions de cette année. Le directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Slimane Mellouka, avait affirmé, il y a quelque temps, qu'aucune «augmentation des pensions de retraite n'est prévue pour cette année, en raison des déséquilibres financiers de la CNR». Selon M. Mellouka, la situation financière difficile de la CNR est le résultat du faible niveau de cotisation des travailleurs, mais aussi par l'augmentation des bénéficiaires du système de retraite en Algérie. Une situation qui a conduit à une intervention directe de l'Etat, pour renflouer la caisse. «Cette année, la CNR a bénéficié d'une assistance de 500 milliards de dinars, décidée par le gouvernement pour venir en aide aux retraités dont les pensions ne permettent pas de subvenir à leurs besoins», a-t-il indiqué. Pour ce qui est des dépenses mensuelles de la CNR, son directeur général avance «le chiffre de 90 milliards de dinars pour couvrir un peu plus de trois millions de retraités». Pour rappel, la CNR procède chaque année à la revalorisation des pensions de retraite pour aider les retraités à faire face à l'inflation. **M. B.**

Plus de 170 affaires enregistrées à Alger depuis début 2018

## Le fléau cybercriminel prend de l'ampleur

Selon le chef de la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la police judiciaire de la wilaya d'Alger, «plus de 170 affaires liées à la cybercriminalité ont été enregistrées au niveau de la wilaya d'Alger depuis début 2018, relatives à l'escroquerie via internet, la menace, l'atteinte et la violation de la vie privée des personnes ainsi que d'autres formes de ce fléau».

Du fait du développement des technologies de l'information et de la communication dans le monde mais aussi en Algérie, les formes d'escroquerie, de vols, de criminalité, ont aussi évolué. En effet, selon le commissaire de police Hassini Nadir, «171 affaires liées à la cybercriminalité ont été enregistrées depuis janvier jusqu'à fin avril de l'année en cours au niveau de la wilaya d'Alger, dont 51 affaires en janvier, 44 en février, 31 en mars et 45 en avril». Il a rappelé que 340 affaires liées à la cybercriminalité avaient été traitées durant 2017. «La cybercriminalité ne cesse d'augmenter comme c'est le cas partout dans le monde, Plus de 20 plaintes contre ce type de crimes sont enregistrées quotidiennement au niveau du commissariat de la Police judiciaire de Bab Ezzouar. Il s'agit, entre autres, de chantage, de piratage de sites, d'escroquerie et de menaces», a-t-il indiqué, ajoutant que «les citoyens n'hésitent pas à dénoncer ce genre de crimes». Les services de la Sûreté nationale disposent de

Ph.D. R.



systèmes et d'appareils «modernes», utilisés dans les opérations de lutte et de prévention contre la cybercriminalité afin de renforcer les moyens de lutte contre ces crimes, en plus d'identifier les auteurs, a-t-il dit, appelant les citoyens à «davantage de vigilance». M. Hassini a indiqué que la DGSN avait programmé plusieurs sessions de formation sur la prévention et la lutte contre la cybercriminalité, soulignant que ces sessions s'appuient sur des techniques de haut niveau en matière de lutte contre la cybercriminalité, permettant aux enquêteurs de se mettre au diapason des nouvelles technologies et de prendre connaissance des méthodes adoptées à l'échelle internationale dans la lutte et la

prévention contre ce type de crimes. Il a indiqué, par ailleurs, que la DGSN déploie des efforts colossaux en matière de prévention et de sensibilisation contre ces crimes modernes, à travers des campagnes de sensibilisation au niveau des établissements d'enseignement, des centres de formation professionnelle et des espaces publics pour une utilisation sûre et positive de la Toile, notamment parmi les enfants et les jeunes. Le commissaire Hassini Nadir a mis l'accent sur l'importance de sensibiliser les élèves et les jeunes dans les différents établissements d'enseignement sur les dangers de la cybercriminalité et la nécessité d'un usage sain d'Internet, outre l'encourage-

ment du contrôle parental visant la protection des enfants. Pour rappel, en 2017 des milliers de dossiers ont été passés au peigne fin par les autorités judiciaires. Les statistiques livrées dans un numéro de la revue de la Sûreté nationale montrent que quelque 2 130 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées par les services de la police judiciaire à la (DGSN) durant 2017, dont 1 570 ont été résolues. Le nombre d'affaires résolues représente un taux de succès de «73,71%» ayant conduit à l'arrestation de «2 101 individus impliqués, dont 2 026 adultes et 75 mineurs». Les mêmes services ont enregistré également «2 704 victimes de la cybercriminalité, dont 2 300 adultes, 188 mineurs et 216 personnes morales». Les faits concernent «1 511 affaires portant atteinte aux personnes (injures, diffamation et violation de la vie privée sur Internet), impliquant 1 283 personnes dont 58 mineurs. 2 381 victimes ont été recensées, dont 149 mineurs, 2 119 adultes et 113 personnes morales». Concernant les crimes de chantage via Internet, leur a atteint «47 affaires portant sur des offres d'emploi fictives pour obtenir de l'argent, impliquant 56 personnes et faisant 73 victimes». «49 affaires liées à des agressions sur mineurs et atteinte aux mœurs ont été enregistrées, ayant impliqué 67 adultes et 5 mineurs et fait 31 victimes mineures», ajoute-t-on de même source.

Thinhinene Khouchi



Indépendance économique de l'Algérie, d'ici à 2030

# «Tout à fait jouable», selon le FCE

■ Selon le Forum des chefs d'entreprise, la bataille de l'indépendance économique de l'Algérie se remportera grâce à une nouvelle gouvernance économique tirée, jusque-là, par les richesses pétrolières.

Par Louiza Ait Ramdane

L'Algérie est en mesure de concrétiser son indépendance économique à l'horizon 2030. Est-ce qu'on peut atteindre cet objectif et comment, sachant que notre industrie reste tributaire pour 70% de ses importations ? Pour le vice-président du Forum des chefs d'entreprise, Mehdi Bendimered, il s'agit là d'un pari qui «est tout à fait jouable» sous réserve que le pays modifie sa gouvernance économique tirée, jusque-là, par les richesses pétrolières. «L'Algérie est en période de mutation économique, nous souhaitons modifier notre gouvernance économique», indique-t-il. Selon lui, «le pays est en mesure de concrétiser son indépendance économique à moyen terme».

Invité de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio algérienne, Mehdi Bendimered considère qu'il reste à renforcer les entreprises, particulièrement celles du privé. Celles-ci représentent, ajoute-t-il, le poumon de l'économie et qu'elles regroupent plus de 80% de l'ensemble des emplois. Il suffirait, dit-il d'appuyer toutes les initiatives économiques engagées dans tous les domaines, de faciliter l'émergence d'entreprises et l'accompagnement pour les rendre compétitives et, de là, couvrir les besoins du pays par la production nationale.

Optimiste, le représentant du FCE affirme qu'à l'horizon 2030, «nous sommes sur la bonne voie et nous allons faire de l'Algérie la porte d'entrée de notre relation économique avec l'Europe et l'Afrique». Concernant les mesures à mettre en œuvre pour améliorer le climat des



affaires, l'intervenant relève que l'Algérie possède des potentialités «énormes». Il met en avant les méga-projets en attente d'être concrétisés, à l'exemple du port d'El Hamdania, de la réalisation en cours de la transsaharienne ou encore des 120 000 km de fibre optique lesquels participent à l'évolution de l'économie. D'autre part, Bendimered, fait savoir que l'Algérie dispose d'autres importantes potentialités pour évoluer vers son indépendance énergé-

tique. Il estime néanmoins que pour ce faire, il reste à entreprendre des actions pour en réduire la consommation de 6 à 3% d'ici à 2030.

Revenant à l'acte d'entrepreneuriat, le vice-président du Forum des chefs d'entreprise, met en exergue les difficultés que continuent d'éprouver des entrepreneurs à avoir accès aux financements. Pour y faire face, il est primordial de faire appel à des moyens alternatifs, tels la «finance islamique», des fonds

de financiers privés ou bien ceux tirés de la fiscalité des entreprises.

Interrogé sur les restrictions des importations prises par l'Algérie, dont les pays de la zone Europe ne cessent de dénoncer, l'invité rappelle qu'il s'agit d'une mesure «légitime et temporaire», destinée à rétablir les équilibres macroéconomiques du pays, que d'autres pays membres de l'OMC, utilisent également.

L. A. R.

Marche du 1<sup>er</sup> Mai à Béjaïa

## Des travailleurs manifestent contre «l'offensive libérale en cours»

Des centaines de personnes ont marché avant-hier, sous la pluie, depuis la maison de la culture jusqu'à la place Saïd-Mekbel, comme de coutume à l'appel de la section du Parti socialiste des travailleurs (PST) de Béjaïa et du comité de solidarité des travailleurs de la wilaya de Béjaïa pour marquer la Journée internationale des travailleurs et défendre les acquis sociaux et démocratiques. La marche a été menée sous les slogans pour un front démocratique anti-libéral et anti-impérialiste. Elle a été marquée par la participation de plusieurs syndicats (Cla, Snapap, Cnes...) de différents secteurs d'activités, des étudiants, des militants politiques de la mouvance démocratique et sociale, de militants des droits de l'homme, des travailleurs... Il s'agit pour les animateurs de cette action d'une

manifestation organisée dans l'unité et la solidarité pour la sauvegarde des acquis sociaux et la défense des droits des travailleurs, des libertés syndicales et du droit à la grève». Les marcheurs réclament un certain nombre de points à travers cette action, à savoir «l'arrêt immédiat de la politique qui paupérise la majorité des travailleurs, le respect des conventions collectives des travailleurs, le respect du droit de grève et de l'exercice syndical, le droit de manifestation et d'organisation, l'augmentation des salaires des travailleurs, la permanisation des travailleurs et la fin du travail précaire, l'augmentation des salaires et de la pension de retraite». Des marcheurs ont scandé des slogans pour la lutte ouvrière (vive la lutte), l'émancipation de la classe ouvrière et appelé à l'union de cette dernière pour défendre

leurs droits. Ils ont appelé à défendre leurs droits et surtout les acquis sociaux et faire barrage aussi à l'offensive anti-libérale mise en marche depuis quelques années. Dans une déclaration rendue publique la veille de la marche, le comité de solidarité avec les travailleurs de la wilaya de Béjaïa «la journée du 1er Mai est une date historique qui a marqué les luttes des peuples et travailleurs à l'échelle internationale, pour le recouvrement de la liberté et la dignité humaine». Pour lui, «la législation sociale dont jouissent les travailleurs (es) dans chaque pays n'est que le fruit des sacrifices des travailleurs au détriment de leurs vies et l'arsenal législatif qui constitue la reconnaissance juridique de la valeur du travail matérialisé dans le code du travail, les conventions collectives, la protection sociale, le statut de

la Fonction publique, est aujourd'hui remis en cause par la politique libérale qui prône le démantèlement des barrières qui protègent les droits socio-économiques des travailleurs afin d'obéir à une puissance économique créée par le marché mondial qui fixe comme objectif de disposer d'une main-d'œuvre moins chère, concurrentielle sur le marché planétaire». Pour les rédacteurs du document, «l'avant-projet du code du travail qui se profile à l'horizon en Algérie s'inscrit dans cette perspective, qui fragilise le travail davantage et consacre la généralisation de la précarité ou le droit au travail serait remplacé par le droit à l'emploi précaire (DAS, Ansej, etc.)». Le comité de solidarité a participé à la marche pour dénoncer «la politique économique appliquée par les oligarques accompagnée par le

### LA QUESTION DU JOUR

#### La protection américaine a un prix

Suite de la page une

Ainsi le Qatar devrait non seulement financer la présence des soldats américains en Syrie, mais y envoyer ses propres troupes pour prendre leur place. Or jusque-là on avait cru que l'Arabie Saoudite n'attendait que le feu vert des Américains pour envoyer ses propres troupes. Qu'est-ce qui a pu bien se passer pour qu'elle cherche maintenant à se défaire sur le Qatar ? Mieux encore, pour lui intimer l'ordre de s'exécuter s'il ne veut pas mécontenter Donald Trump, qui tout de même est tenu par son engagement vis-à-vis de ses électeurs, Trump finit par le réaliser. Ce qui a dû se passer, c'est qu'elle s'est rendue compte que Trump rappellerait effectivement les troupes de Syrie, à moins qu'elles ne s'y mettent toutes pour l'en dissuader en y mettant le juste prix. Comme il a dit ce que cette présence en Syrie a déjà coûté au trésor américain, des trillions de dollars, elles savent du moins que c'est une somme de cet ordre qu'il leur faudra envisager de déboursier. Avec ce président américain, ses alliés savent du moins à quoi s'attendre. C'est que d'habitude il fallait se donner du mal pour deviner quel était le prix d'un président américain. Avec Trump rien de tel, elles savent à chaque fois ce qu'elles doivent allonger. L'avantage d'avoir un homme d'argent à la Maison-Blanche ! On sait tout par avance. Prenant à témoin Macron, Trump a semblé outré qu'il y ait des Etats pour ne pas comprendre que la protection qu'on leur assure n'est pas gratuite, qu'elle a un coût, et qu'il revient tout naturellement à ceux qui en bénéficient de l'assumer. C'est à peine s'il n'a pas demandé au président français de lui dire si ce n'était pas vrai ce qu'il disait là. Réorientée sur le Qatar par les soins des Saoudiens, cette mise en garde, qui déjà dans la bouche de Trump n'était pas anodine, est devenue une menace particulièrement brutale. Sans la base américaine, a spécifié al-Joubair, Douha tomberait en une semaine. L'air de dire qu'elle tomberait d'elle-même, qu'il n'y aurait même pas besoin de l'aider pour cela. M. H.

pouvoir». Notons que des cérémonies ont été organisées par plusieurs organismes en faveur des travailleurs notamment, ceux sur le point de perdre leur retraite, c'est le cas de l'EPH d'Akbou, APC de Kherrata, l'entreprise des Corps gras COGB-Belle, etc. Du côté officiel, Algérie Poste a organisé comme de coutume la marche des facteurs.

Hocine Cherfa

Maison de la presse de Tizi Ouzou

# Le P/APW s'engage à améliorer les conditions de travail des journalistes

■ Le président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou, Youssef Aouchiche, s'est engagé, hier, à prendre en charge plusieurs préoccupations des journalistes et correspondants locaux, liées aux conditions de travail dans la nouvelle Maison de la presse.

Par Hamid Messir

Visitant les locaux de cette structure inaugurée il y a près de 3 ans, le P/APW a affiché la disponibilité de l'institution qu'il dirige à entreprendre les démarches nécessaires pour réunir les conditions adéquates au fonctionnement de

## Partis Les Jeunes progressistes du RCD tiennent demain leur premier congrès

LES JEUNES progressistes du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) organisent leur premier congrès demain à Alger, a indiqué un communiqué du parti. Cette formation politique fait savoir que «trois ans après ses premières assises, l'organisation des jeunes militants du RCD tiendra son premier congrès vendredi à Zéralda pour marquer la naissance des Jeunes progressistes». Plus de 1 000 jeunes congressistes, issus de différentes régions du pays, prendront part à ces travaux, a ajouté la même source, précisant qu'ils auront d'abord à évaluer le bilan des activités et des actions de sensibilisation et d'adhésions menées depuis trois années. «Ce déploiement militant, marqué par de nombreuses étapes, est la base et la substance des textes et propositions de programme qui sont appelés à être débattus, enrichis et adoptés pour un plan d'action et d'intervention», est-il souligné. Le congrès constitue aussi, ajoute la même source, une occasion pour les jeunes militants du RCD de débattre de la situation socio-politique du pays en général, et celle de la jeunesse algérienne en particulier. Les Jeunes progressistes du RCD ont l'ambition de faire de cet événement un «moment qui restitue l'espoir et qui jette les bases d'un combat qui implique et mobilise la jeunesse», a relevé le communiqué. A cette occasion, ils réitérent leur appel à tous les jeunes pour se mobiliser et s'organiser afin de défendre leurs droits légitimes pour améliorer leurs conditions de vie, s'engager dans l'action politique pour promouvoir «une gouvernance à la mesure de leurs espérances et imposer la transparence et la responsabilité dans la gestion et la conduite des affaires de la cité». M. L.

Visite du P/APW à la Maison de la presse de Tizi Ouzou



Ph/M. Zalouk/J. A.

l'édifice, à commencer par l'utilisation d'un reliquat de l'enveloppe consacrée à sa réalisation estimée à pas moins de 11 millions de dinars. Il a également annoncé la convocation d'une

réunion avec les services techniques concernés afin de raccorder les bureaux des journaux au réseau Internet. Youssef Aouchiche s'est dit disponible à accompagner l'Association des

journalistes et correspondants de la wilaya de Tizi Ouzou (AJCTO) à l'adresse de son président, Samir Leslous, qui a fait part des problèmes qui freinent le fonctionnement de la

Maison de la presse de Tizi Ouzou. A noter qu'actuellement l'édifice en question n'est que partiellement occupé par une dizaine d'organes de presse.

H. M.

## Musée Cirta de Constantine

### Un lieu d'histoire en attente d'être valorisé

Le musée national public Cirta de Constantine, construit sur le modèle architectural gréco-romain, sur une superficie de 2 100 m<sup>2</sup>, renferme l'une des plus riches collections d'antiquités, de tableaux et de pièces ethnographiques qui en font une destination majeure pour les touristes visitant le cité du Vieux rocher. Ces pièces, qui appartiennent aux diverses époques historiques depuis la préhistoire à la phase islamique en passant par celles libyque, punique, romaine et byzantine, relatent non pas seulement l'histoire de la ville de Cirta mais aussi de toute l'Algérie, assure Amel Soltani, directrice du musée. Pour valoriser ce précieux patrimoine malgré l'exiguïté des lieux, l'administration de l'établissement diversifie les expositions qui, chaque fois, invitent le public à découvrir une partie de cette riche histoire, souligne la même responsable. Plus de 7 000 pièces antiques composent ce fonds dont la constitution a été le résultat de dons, de fouilles, de découvertes et de saisies opérées par les services de sécurité, a ajouté la même responsable qui a indiqué que l'essentiel de ces collections est exposé dans 12 salles, tandis que plusieurs centaines sont entreposées dans les stocks du musée. Des tapis, des ustensiles de cuivre, des tenues traditionnelles, des bijoux et des armes composent la collection ethnographique du musée, en plus d'une grande quantité de manuscrits traitant de divers domaines scientifiques que le musée envisage de remettre après l'aval du ministère de la Culture au Musée national des arts et expressions culturelles traditionnelles Ahmed-Bey de Constantine. La collection d'œuvres plastiques du musée compte deux tableaux au crayon noir datant du 16<sup>e</sup>

siècle représentant une femme et un enfant qui seraient probablement l'épouse et le fils de l'empereur de l'époque, mais dont l'identité du peintre n'a pas été révélée, a indiqué, de son côté, la plasticienne Chafika Bouameur Bendali Hocine, chargée du service des beaux-arts au musée. Une expertise réalisée pendant environ 6 mois par des spécialistes, dont l'artiste Sadek Amine Khoudja (directeur de l'Ecole des beaux-arts de Constantine), a montré que l'intégralité des toiles détenues par le musée était authentique, a relevé M<sup>me</sup> Chafika Bouameur. Cette collection, a-t-elle ajouté, est l'œuvre de peintres algériens dont Mohamed Roubech et Amar Allalouch, d'orientalistes français dont Paul Faucher et le père Débat Gustave et d'Européens dont Antoine Gadan.

#### Travaux de restauration et réorganisation pour valoriser les collections du musée

En 2017, l'administration du musée a engagé des travaux de rénovation et de réaménagement des salles et modes d'exposition des antiquités sur la base d'une étude tenant compte des critères muséaux d'exposition et de scénographie. La première phase de l'opération a concerné le premier étage dont la partie terminée a permis l'inauguration, en février passé, d'une salle consacrée à 30 artistes et sculpteurs algériens, a souligné la même source. Selon M<sup>me</sup> Soltani, il sera procédé, dans le même cadre, à la réouverture de deux autres salles. La première sera consacrée aux œuvres d'artistes universaux et la seconde aux arts islamiques avec des pièces découvertes à la Kalaâ des Béni Hammad (M'sila), Bêjaïa et Teddis

(Constantine). Le musée conserve également des pièces archéologiques en tant que «dépôts» faits par plusieurs wilayas dont Mila et Batna, a ajouté la même responsable qui a souligné que la stratégie du musée de Cirta repose sur trois axes, à savoir le recensement, la conservation et restauration et la valorisation et recherche qui se fait d'abord par l'expertise des spécialistes puis l'exposition au public. Investir dans les enfants pour «perpétuer» l'histoire. Investissant dans les générations montantes, le musée a ouvert en direction des enfants des ateliers de dessin, de mosaïque et de poterie pour développer leur sens artistique et des rapports intimes aux arts, a encore fait savoir M<sup>me</sup> Soltani qui fait état de la prochaine organisation d'une exposition des œuvres réalisées par les enfants fréquentant ces ateliers. Dans le cadre des activités du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), la même responsable a fait part d'une initiative baptisée «A chaque enfant un artiste» durant laquelle des artistes connus sont invités pour accompagner ces enfants dans l'élaboration de leurs œuvres. La même occasion verra l'organisation par le musée d'une exposition du plasticien Mohamed-Bachir Bouchriha et de cinq valises muséales qui sillonnera les localités lointaines de la wilaya de Constantine pour y présenter le musée de Cirta et ses collections. Au total, 9 000 visiteurs nationaux et étrangers ont été accueillis durant 2017 par le musée de Cirta, a indiqué M<sup>me</sup> Soltani qui a relevé que durant les premiers mois de 2018, quelque 6 000 personnes ont visité le musée et ce chiffre devra croître davantage, à la faveur des divers initiatives, expositions et activités projetées durant l'année en cours. Lamia G./APS



## Pétrole

## Cinq facteurs déterminent la hausse des prix du brut

■ La dernière hausse des prix du pétrole s'explique par cinq facteurs majeurs qui resteront décisifs pour l'avenir immédiat des cours de l'or noir, selon le quotidien britannique des affaires, le *Financial Times*.

Par Assia D.

Les prix du pétrole ont grimpé jusqu'à 75 dollars le baril pour la première fois en quatre ans, et le journal estime qu'il faut suivre de près les cinq facteurs responsables de cette hausse, pour savoir si cette tendance va se maintenir. Il s'agit d'abord de l'offre et la demande. Les marchés se sont resserrés au cours des 18 derniers mois et le surplus du pétrole qui s'était accumulé entre 2014 et 2016 a été largement absorbé par la hausse de la demande due à la forte croissance de l'économie mondiale et à l'accord de réduction de la production de l'Opep sou-



Ph.D.R.

tenu par la Russie. Le deuxième facteur majeur pour le maintien de la hausse des prix du brut est le respect de cet accord par l'Opep et la Russie. A ce sujet, le journal cite des analystes qui affirment que Moscou est «entièrement satisfaite» de cette tendance à la hausse et qu'il n'existerait aucun risque que l'accord soit remis en cause. D'autre part, le *Financial Times* rappelle que le roi d'Arabie saoudite avait indiqué récemment qu'il fallait faire

encore plus d'efforts pour maintenir cette tendance. Le journal cite également Bill Farren-Price, analyste à la société de services pétroliers, Petroleum Policy Intelligence, qui estime que l'Opep n'a jusqu'à présent donné aucun signe qu'elle s'apprêterait à remettre en cause son accord de réduction de la production du pétrole. «L'Arabie saoudite a des intérêts à court terme à voir la hausse des prix du brut se poursuivre pour de mul-

tiplés raisons, car elle traverse une période délicate de réformes qui nécessitent des revenus supplémentaires», a expliqué l'expert. Par ailleurs, les risques géopolitiques sont cités comme le troisième facteur majeur qui peut contribuer au maintien de la tendance à la hausse des cours du brut. Parmi ces risques géopolitiques figurent la possibilité que le président américain, Donald Trump, se retire de l'accord avec l'Iran et réimpose les

sanctions sur ses exportations pétrolières. Selon le *Financial Times*, le Venezuela est l'autre facteur de risque géopolitique, car la production pétrolière de ce pays a dramatiquement chuté d'au moins 500 000 b/j en raison de sa crise économique et politique. Il y a aussi la Libye où la hausse de la production de pétrole qui a atteint environ 1 mb/j, «demeure très instable» à cause de la situation de crise dans le pays. Les Hedge funds (les fonds spéculatifs) constituent le quatrième facteur de la hausse des prix du pétrole, relève le *Financial Times*. Les spéculateurs se sont investis dans le domaine du pétrole, attirés par la hausse des prix du brut, partiellement en raison des risques géopolitiques qui, selon eux, devraient se maintenir dans l'avenir immédiat. Le cinquième et dernier facteur majeur est le Schiste américain qui jusqu'à présent n'a pas réussi à perturber la tendance à la hausse des prix du brut. «Le pétrole de schiste n'est plus le facteur de fixation des prix le plus important», a déclaré Paul Hornsnel chez Standard Chartered, cité par le *Financial Times*. A. D.

Selon un rapport de cinq agences internationales

## Les progrès sur les objectifs mondiaux en matière d'énergie sont lents

Les progrès sur les objectifs mondiaux en matière d'énergie sont lents et le monde n'est pas en voie de les atteindre pour 2030, a indiqué hier un rapport de cinq agences internationales. Elaboré par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), Division des statistiques des Nations unies (UNSD), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le rapport fait cependant état de réels progrès dans certains domaines, dont notamment l'élargissement de l'accès à l'électricité dans les pays les moins développés et l'efficacité énergétique industrielle. Pour les auteurs de ce document, si les tendances mondiales sont «décevantes», les expériences nationales récentes dans le monde offrent des signes «encourageants», notant que les pays peuvent apporter une contribution «substantielle» à l'énergie propre, à l'accès à l'énergie, et améliorer la vie de millions de personnes. Pour l'accès à l'électricité, le rapport indique qu'un milliard de personnes, soit 13% de la population mondiale, vit toujours sans électricité, soulignant que l'Afrique subsaharienne et l'Asie centrale et du Sud restent les régions du monde où les déficits d'accès sont les «plus importants». Ainsi, près de 87% des personnes sans électricité dans

le monde vivent dans des zones rurales. Cependant, le nombre de personnes accédant à l'énergie s'accroît depuis 2010, mais «doit encore augmenter» pour atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici à 2030. Il a fait savoir que le déficit d'électrification de l'Afrique subsaharienne a commencé à baisser en termes absolus pour la première fois et des dizaines de millions de per-

sonnes ont maintenant accès à l'électricité via des systèmes solaires domestiques ou connectés à des mini-réseaux. En matière d'énergie renouvelable, le document indique qu'en 2015, le monde a obtenu 17,5% de sa consommation totale d'énergie finale à partir de sources renouvelables, dont 9,6% représentent des formes modernes d'énergie renouvelable telles que la géothermie,

l'hydroélectricité, l'énergie solaire et éolienne. Sur la base des politiques actuelles, fait constater le document, la part des énergies renouvelables ne devrait atteindre que 21% d'ici à 2030, avec des énergies renouvelables modernes atteignant 15%, ce qui est inférieur à l'augmentation substantielle exigée par l'objectif de l'Objectif du développement

durable n°7 (ODD 7). La baisse rapide des coûts a permis à l'énergie solaire et éolienne de concurrencer les sources de production d'électricité conventionnelles dans plusieurs régions, portant la part des énergies renouvelables à 22,8% en 2015, a-t-on ajouté, mais l'électricité ne représentait que 20% de la consommation finale. S. O./APS

Zone euro

## La croissance ralentit au premier trimestre, le chômage reste stable en mars

La croissance économique en zone euro a décéléré au premier trimestre 2018 après plusieurs trimestres de croissance plus élevée que prévu, alors que le chômage est resté stable en mars, montrent les données publiées mercredi par l'office statistique de l'UE, Eurostat. Au cours du premier trimestre 2018, le Produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,4% dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon l'estimation rapide préliminaire publiée par Eurostat. L'office statistique de l'UE précise qu'au cours du quatrième trimestre 2017, le PIB avait progressé de 0,7% dans la zone euro. Sur un an, la croissance est estimée à 2,5%. Les données d'Eurostat confirment les craintes de la Banque centrale européenne (BCE) qui a indiqué jeudi s'attendre à une certaine modération dans le rythme de

croissance économique, mais tout en restant conforme à une croissance solide de l'économie de la zone euro. Evoquant les causes de ce ralentissement, la BCE avait estimé que cette modération pourrait «réfléter en partie un ralentissement du rythme élevé de croissance observé à la fin de l'an dernier, tandis que des facteurs temporaires pourraient aussi avoir joué». Même si la BCE a continué à juger que les risques pour la croissance économique sont «globalement équilibrés», elle n'a pas caché ses inquiétudes face à «la montée du protectionnisme». «Les risques liés aux facteurs internationaux, incluant la menace d'un protectionnisme accru, sont devenus plus importants», a constaté le conseil des gouverneurs de la BCE à l'issue de sa réunion de jeudi. La menace d'une guerre commerciale avec

les Etats-Unis persiste après que le président américain Donald Trump a décidé mardi de prolonger d'un mois l'exemption provisoire des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance de l'Union européenne, alors que les Européens réclament une «exemption permanente».

## Chômage stable en mars

Comme prévu, le taux de chômage dans la zone euro est resté stable en mars 2018 à 8,5%, conformément aux attentes des analystes. Le taux de chômage a baissé ainsi par rapport au taux de 9,4% de mars 2017. «Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis décembre 2008», a fait remarquer Eurostat. En septembre 2016, le taux de chôma-

ge dans la zone euro est passé sous le seuil symbolique de 10%. Depuis, il n'a pas cessé de baisser, mais reste élevé par rapport au taux moyen de 7,5%, enregistré avant le début de la crise financière de 2007 et 2008. Cependant, si Malte et l'Allemagne continuent à enregistrer les taux de chômage les plus faibles de la zone euro, respectivement, 3,3% et 3,4%, la Grèce (20,6% en janvier 2018) et l'Espagne (16,1%) enregistrent, en revanche, les taux de chômage les plus élevés de la région. Ces deux pays enregistrent également les taux de chômage des jeunes les plus élevés de la zone : 42,3% en Grèce (en janvier 2018) et 35,0% en Espagne, suivis de l'Italie avec 31,7%. Dans l'UE, le taux de chômage s'est établi à 7,1% en mars 2018, en baisse par rapport au taux de 7,9% de mars 2017. R. E.

## Constantine

# Sept milliards DA pour la réhabilitation du tunnel de Djebel El Ouahch

■ Une enveloppe financière d'environ sept milliards de dinars a été dégagée pour la réhabilitation du tunnel de Djebel El Ouahch (Constantine), une partie de l'autoroute Est-Ouest ayant subi un affaissement partiel en janvier 2014, a révélé le directeur de la partie Est de l'Agence nationale des autoroutes (ANA).

Par Lyes B.

L'opération de réhabilitation de cette partie de l'autoroute Est-Ouest a été confiée à l'entreprise nationale Cosider pour un délai de 20 mois a nécessité la mobilisation, a déclaré Mohamed Kafi qui a mis l'accent sur l'importance de ce tunnel dans la «rentabilisation de l'autoroute Est-Ouest du point de vue gain de temps notamment». «Le chantier de mise à niveau de ce tunnel, long de 1 900 mètres a été lancé depuis déjà un mois, juste après l'achèvement de l'étude de technique d'évaluation et de caractérisation du sol engagé dans le cadre du projet de réhabilitation par un bureau d'études de renommée internationale», a souligné M.Kafi. Des essais techniques ciblant le terrain du tunnel endommagé et des

## Skikda Mobilisation de 40 ha pour la réalisation d'un nouveau pôle urbain

UNE ASSIETTE foncière de quarante hectares située à la petite zone industrielle à l'entrée de la ville de Skikda a été réservée pour abriter un nouveau pôle urbain, a souligné le wali, Hadjri Derfouf. Au cours d'une visite de travail dans plusieurs chantiers du chef-lieu de wilaya, M. Derfouf a précisé que ce foncier relevant des biens de l'Etat abritera un nouveau pôle urbain et contribuera à «réduire la crise du logement dans cette ville». Ce nouveau pôle urbain, où plusieurs formules de logements y seront réalisées s'ajoutera aux pôles «Meyssoune» et «Zefzaf» implantés dans la ville de Skikda et la nouvelle ville Bouzaâroura (Filfilia) comprenant 11 398 logements. Plusieurs projets programmés dans les zones «Meyssoune» et «Zefzaf» non réalisés faute d'assiettes foncières «seront transférés vers ce nouveau pôle urbain», a ajouté le chef de l'exécutif local. Les habitants occupant cette assiette foncière s'étendant sur 40 hectares «seront indemnisés avant le lancement des travaux», a-t-on encore détaillé, soulignant que l'étude devant précéder le lancement de ces projets est confiée à un bureau d'étude d'Annaba.

R.R.

études d'investigation et d'évaluation du sol avaient été conclus pour permettre une conduite des travaux de plus «sûres et des plus efficaces», a-t-il dit. Faisant état de la «complexité» de ce chantier effectué sur un terrain «rebelle miné de glissements de terrain», le même responsable a déclaré qu'une commande pour l'acquisition de matériel adapté à ce type d'opération a été formulée en attendant sa livraison de l'étranger. Les travaux de consolidation porteront essentiellement sur les opérations de for-



Ph. > D. R.

ge et d'injection de béton, avant d'entamer l'opération d'adaptation de l'ouvrage d'art selon les techniques qui s'imposent dans ce genre de situation, a-t-on fait savoir. Un plan de contrôle et de suivi a été prévu pour «un

accompagnement ininterrompu» de tout le processus de mise à niveau de ce tunnel qui fait jonction entre les parties ouest et nord-est de la tranche orientale de l'autoroute Est-Ouest reliant Constantine à El-Tarf, a assuré la

même source. D'importants moyens ont été mobilisés par l'Etat pour récupérer cette voie névralgique de la cartographie routière nationale, a-t-on rappelé.

L. B./APS

## Oran

## Une commission pour délimiter les zones appropriées pour la culture des moules

Une commission pour définir les zones appropriées pour accueillir les cultures de moules, dites zones conchylicoles, a été constituée à Oran, a-t-on appris du directeur local de la pêche et de l'aquaculture.

«Il s'agit d'établir une carte où les zones conchylicoles seront clairement définies et délimitées», a souligné Mohamed Bengrina, ajoutant que la commission est constituée de représentants des directions de la pêche et de l'agriculture, des services vétérinaires et du Centre national de recherche en pêche et aquaculture (CNRDPA).

«Ce projet initié dans le cadre d'un partenariat avec l'Union Européenne, est d'envergure nationale, car il touchera l'ensemble des wilayas du littoral», a-t-il indiqué. La définition des zones appropriées pour la culture des moules passe par des analyses des eaux car l'exploitation conchylicole est soumise à des normes strictes, a souligné le même responsable. Ces normes «strictes» sont justifiées car, a-t-il expliqué, les mollusques se nourrissent par filtration, ce qui fait qu'ils concentrent, dans leur chair, des bactéries, des virus et des toxines pouvant être mortelles pour

l'homme. Plusieurs sorties ont déjà été organisées pour collecter des échantillons d'eau dans certaines zones. Ce travail se poursuivra dans les mois à venir. Les échantillons seront envoyés au laboratoire du CNRDPA pour définir si l'eau n'est pas polluée, et donc appropriée pour la culture des moules, note le même responsable. A Oran, une seule ferme aquacole spécialisée dans la culture des moules est en production à Kristel. D'autres projets sont en cours d'étude, a-t-on indiqué.

Hocine A.

## Souk Ahras

## Les investisseurs invités à valoriser les multiples ressources de la wilaya

Les participants à une journée d'étude sur «l'investissement et l'entrepreneuriat à l'heure de la diversification économique», organisée à Souk Ahras, ont appelé à valoriser les multiples ressources agricoles et touristiques de la wilaya. Les investisseurs sont conviés à saisir les opportunités offertes par les autorités publiques pour promouvoir l'investissement, a indiqué le wali dans son allocution d'ouverture de la rencontre tenue au centre d'information territoriale de l'ANP

en présence d'universitaires de plusieurs wilayas et investisseurs à l'initiative de la direction de l'industrie et des mines, de la chambre du commerce de l'industrie, CCI-Medjerda, et la section locale du Forum des chefs d'entreprises. Le responsable de la wilaya a mis l'accent sur les spécificités agricoles et touristiques qui constituent une base solide pour des investissements de qualité qui valorisent les produits de terroir, lait et autres fruits. De son côté, Abdallah Telailia,

représentant du ministère de l'Industrie et des Mines, a invité les investisseurs à bénéficier des avantages contenus dans la loi du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement. Il a souligné à ce propos que le pays compte actuellement 1,03 millions PME employant 2,5 millions travailleurs dont 56 % actif dans les services, 36 % dans le BTP et 10 % dans l'agriculture. Pour le directeur de l'industrie et des mines, Mohamed Laïd Hamzaoui, le secteur agricole à

Souk Ahras se prête pour la création de multiples unités de transformation et des industries mécaniques et chimiques. Les investisseurs dans les secteurs industriel, agricole et touristique dont les potentialités sont grandes dans cette wilaya peuvent bénéficier des importants avantages prévus par la loi relative à la promotion de l'investissement, a estimé Salim Berenki, de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

T. Kh./APS

## El Bayadh / Fibres optiques

## Achèvement de la réalisation de 160 km du réseau avant fin 2018

Les travaux de réalisation de 160 km de réseau de fibres optiques seront achevés avant la fin de l'année en cours dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris du directeur de wilaya de la poste, des télécommunications et des technologies numériques. Ces projets, dont le taux d'avancement des travaux a dépassé 70%, concernent un nombre d'axes importants de ce réseau, à l'instar du raccordement de la ville d'El Bayadh à Labiodh Sidi Cheikh sur une longueur de 115 km, la ville de Brizina au sud de la wilaya avec Bréda

relevant de la wilaya de Laghouat sur 45 km et autres lignes en cours de réalisation. Le responsable a affirmé que ce réseau assurera un débit ordinaire et réglementaire de l'internet et permettra de raccorder différents services administratifs vitaux, dont ceux d'«Algérie Poste» répartis estimés à 40 bureaux de poste dans la wilaya. Il a fait savoir qu'un important programme a été élaboré pour cette année comportant 2 500 nouveaux raccordements au téléphone fixe, 3 000 autres au réseau internet et l'extension

des câbles téléphoniques pour toucher un plus grand nombre de zones urbaines. Il est attendu, au courant de la même période, l'achèvements du raccordement des nouvelles cités au réseau téléphoniques à l'instar de la cité 120 logements à Bougtob et la cité 95 logements au chef-lieu de wilaya. Pas moins de 2 443 opérations de raccordement au réseau téléphonique ont été réalisées l'an dernier outre 3 527 autres à l'internet et 1 287 au service 4G.

S.H.



## Sahara occidental

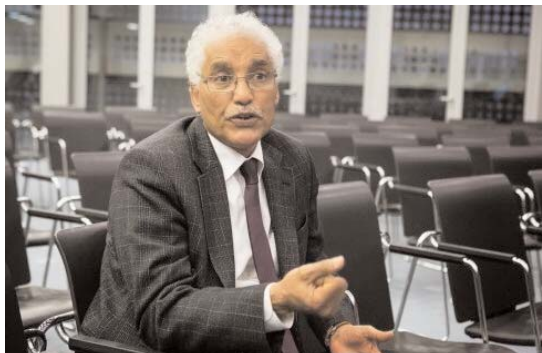
# La résolution du Conseil de sécurité marque la volonté de trouver une solution au conflit

■ La résolution adoptée vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU et prolongeant de six mois le mandat de sa mission d'observation du cessez-le-feu entre le Maroc et Front Polisario est «positive» et «marque la volonté de trouver une solution» au conflit du Sahara occidental, a affirmé le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati.

Par Sara H.

«**L**a résolution adoptée le 27 avril par le Conseil de sécurité de l'ONU quant au mandat de la Minurso, Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, apparaît positive en plusieurs points», a-t-il déclaré à l'APS. Le ministre sahraoui s'est félicité, à ce titre, de l'abstention lors du vote de trois Etats membres: la Russie, l'Ethiopie et la Chine, qui ont relevé «un certain manque de transparence et de consultation avant l'écriture finale de la résolution». Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi une résolution appelant les parties au conflit du Sahara occidental, le Maroc et le Front Polisario, à des «négociations sans préconditions et de bonne foi» en vue de parvenir à une solution garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et prolongeant, jusqu'au 31 octobre, le mandat de la Minurso. La résolution a été approuvée par douze voix. Trois pays se sont abstenus, la Chine, la Russie et l'Ethiopie, en accusant les Etats-Unis, rédacteurs du texte, d'avoir précipité le vote sans donner de temps aux négociations. Mohamed Sidati, également membre de la direction nationale du Front Polisario, a relevé, en outre, différents éléments qui marquent la volonté de trouver une solution. Une solution, a-t-il poursuivi, qui «relève éminemment de la responsabilité de l'ONU dans la mesure où il s'agit d'un problème de décolonisation». Il en veut pour preuve la demande de reprise des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario, «sans conditions préalables et de bonne foi», exprimée par le Conseil de sécu-

rité de l'ONU dans sa résolution afin de progresser vers une issue politique qui garantisse le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination. Le ministre sahraoui a cité également la décision prise par le Conseil de sécurité de l'ONU de prolonger le mandat de la Minurso de seulement six mois au lieu d'un an, jusqu'au 31 octobre 2018. «Cette mise en présence plus fréquente du conflit du Sahara occidental dans l'agenda du Conseil de sécurité va à l'encontre de la volonté manifeste du Maroc et de son allié français de faire traîner les choses», a-t-il fait remarquer, soulignant que «le statu quo a été déclaré "inacceptable" par plusieurs Etats membres du Conseil». Il a relevé le soutien «très clair» du Conseil de sécurité de l'ONU à l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'orga-



nisation, Horst Kohler, dans sa volonté de relancer le processus de paix au Sahara occidental. «Beaucoup d'attentes ont été exprimées à son égard quant à sa capacité à poser les bases d'une solution qui mette en œuvre l'autodétermination du

peuple du Sahara occidental, et qui permette l'avènement de la paix», a-t-il ajouté. Il a estimé que la confiance exprimée à l'égard de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, doit bénéficier de «l'appui concret» de la

communauté internationale, et de l'Union européenne (UE) en particulier. «L'UE fait entendre qu'elle lui apporte un tel soutien. Mais pour ce faire, elle doit s'abstenir de conclure des accords agricoles et de pêche avec le Maroc qui incluent le Sahara occidental, car ainsi elle ne fait qu'encourager l'attitude négative du royaume du Maroc au regard du processus onusien», a-t-il affirmé. Si le soutien à Horst Kohler est nécessaire, a-t-il poursuivi, «l'UE apportera d'autant mieux qu'elle évitera de contourner les décisions de sa propre justice». Le ministre sahraoui a appelé, à l'occasion, l'UE à «saisir l'opportunité offerte par la résolution du Conseil de sécurité pour aider effectivement au processus de paix» mené sous l'égide des Nations unies.

S.H./APS

## Contestant le soutien de Téhéran au Polisario

## Le Maroc rompt ses relations avec l'Iran

Le Maroc a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran en raison du «soutien» au Front Polisario, représentant légitime et unique du peuple sahraoui, a-t-on annoncé de source officielle. Le Maroc va rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran en raison du «soutien» de Téhéran au Front Polisario, a déclaré le ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Nasser Bourita, lors d'une conférence de presse à Rabat. Cette annonce intervient au lendemain de l'adoption par le Conseil de sécurité de l'Onu, vendredi dernier, de la résolution 2414 qui réaffirme le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et appelle les deux parties au conflit, le Maroc et le Front Polisario, à des négociations

«sans conditions préalables et de bonne foi», sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, et prorogeant également le mandat de la Mission de l'Onu pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) de six mois. Par ailleurs, le ministre marocain a ajouté que son pays a rompu ses relations diploma-

tiques avec l'Iran pour «des considérations purement bilatérales et n'a aucun lien avec les développements régionaux ou internationaux», déclarant également qu'il venait de rentrer d'une visite en Iran lors de laquelle il a informé le chef de la diplomatie iranienne, Jawad Zarif, de «la décision du royaume du Maroc

d'interrompre ses relations avec l'Iran». Après avoir déclaré que l'ambassadeur marocain a quitté ce jour (mardi) l'Iran, le ministre Bourita a, en outre, dit que «je vais recevoir le chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran (...) pour lui demander de quitter le royaume du Maroc sans délai».

Farid L.

## Mouvement Hirak

## Amnesty International demande l'annulation des charges contre un manifestant

L'organisation des droits de l'Homme, Amnesty International, a demandé aux autorités marocaines d'annuler toutes les charges retenues contre un manifestant marocain du mouvement Hirak, condamné à cinq ans de prison. «Les autorités marocaines doivent veiller à ce que toutes les charges retenues contre le manifestant d'Hirak, El Mortada lamrachen, condamné à cinq ans de prison pour avoir posté deux messages sur Facebook, soient annulées», a déclaré l'ONG dans un communiqué avant l'audience d'appel prévue mercredi. La directrice régionale de MENA à Amnesty International, Heba Morayef, a souligné que El Mortada lamrachen «a été condamné pour avoir exprimé pacifiquement ses opinions», estimant «scandaleux» de mettre en prison une personne qui a soutenu avec des messages une manifestation pacifique, et de la

juger «dans le cadre de lois anti-terroristes». Le communiqué d'Al relève que pendant les manifestations d'Hirak dans la région d'el Hoceima au Maroc entre octobre 2016 et juillet 2017, El Mortada lamrachen, également connu sous le nom d'Abdallah El Kassimi, a utilisé sa page Facebook pour appeler à des manifestations pacifiques et a participé à certaines d'entre elles. Son avocat, Mohamed Sadkou, pense que c'est sa participation active au mouvement d'Hirak qui a conduit à son arrestation le 10 juin 2017 et sa condamnation sur la base d'accusations «fabriquées de toutes pièces». L'accusé a été temporairement relâché sur ordre de la Cour d'appel de Rabat le 22 juin 2017. La police l'a arrêté de nouveau en novembre 2017 après que le tribunal de première instance l'ait condamné à cinq ans de prison pour «actes de terrorisme». Amnesty International a

affirmé que les deux publications, présentées comme preuves pour sa condamnation, «n'incitaient pas à la violence». «Les preuves présentées devant le tribunal ne doivent pas être utilisées car elles violent son droit à la liberté d'expression, qui est protégé par le droit marocain et international», a déclaré l'avocat de lamrachen à l'ONG. Mohamed Sadkou a également fait savoir que son client était placé en isolement à la prison de Sale depuis novembre 2017. «El Mortada a été condamné pour avoir exprimé pacifiquement son point de vue, c'est un procès inéquitable contre la liberté d'expression, et le comble est que ses conditions de détention sont très mauvaises», a, pour sa part, déclaré à Amnesty, le président de l'organisation marocaine de liberté d'expression, Freedom Now, Maati Monjib.

S.L./agences

## Libye

### Quatre civils tués et 27 autres blessés en avril

QUATRE CIVILS ont trouvé la mort et 27 autres blessés dans les violences en avril en Libye, a indiqué la Mission d'appui de l'ONU dans ce pays. «Du 1<sup>er</sup> au 30 avril, 2018, la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a enregistré 31 victimes civiles – quatre morts et 27 blessés – au cours des hostilités à travers la Libye», selon un rapport de la Mission. Trois hommes et un garçon ont été tués et 19 hommes, cinq femmes et trois enfants ont été blessés, précise le rapport. Les bombardements, les coups de feu, les explosifs laissés depuis la guerre de 2011 et les engins explosifs artisanaux ont provoqué la plupart des victimes civiles, souligne le rapport. La Manul appelle dans le rapport toutes les parties belligères en Libye à «mettre un terme à l'utilisation de mortiers et d'autres armes indirectes et aux bombardements aériens imprécis dans les régions où habitent des civils, et à ne pas stationner les combattants ou d'autres objectifs militaires dans les régions peuplées». Depuis la révolte de 2011 qui a renversé le régime de l'ancien président Mouammar Kadhafi, la Libye est plongée dans des violences et des troubles et est politiquement divisée. R.M.

## Renault

### Nouvelle Twingo en préparation

Page animée par Ali Zidane

Lancée en 2014, la Renault Twingo de troisième génération profitera d'un restylage de mi-carrière avant la fin de l'année. Renault court plusieurs lièvres à la fois. En plus de travailler sur la cinquième génération de Clio, qui est attendue

pour le prochain Mondial de l'automobile de Paris (4 au 14 octobre), le constructeur français prépare aussi le renouvellement de la Twingo ! Une version restylée de la citadine de troisième génération vient en effet d'être surprise sur les routes. D'après les premiers clichés espions qui sont apparus sur la toile, les évolutions esthétiques ne devraient

pas être légion. Renault devrait simplement procéder à quelques retouches au niveau de la face avant et de la poupe.

#### Une Twingo 100% électrique ?

En revanche, les changements devraient être plus importants sous les capots. De nou-



Ph. > Ali Zidane/Alfa Romeo Twingo restylée pourrait être présentée d'ici la fin de l'année 2018.

### Salon de la sous-traitance de Sétif

#### Dynamiser le secteur de la filière automobile



Sous l'égide du ministère de l'Industrie et des Mines et le soutien du wali de Sétif, la quatrième édition du Salon national du partenariat et de la promotion de la sous-traitance - SIPROST'2018, s'est ouvert le 30 avril à Sétif et ce, jusqu'au 3 mai prochain au niveau du parc des expositions de Maâbouda. Cette édition s'inscrit, selon le communiqué de presse, dans une politique de dynamisation du secteur industriel en général et celui des filières automobiles,

électronique, et des énergies renouvelables qui permettront l'émergence d'un réseau local des PME sous-traitantes qui fourniront aux grands donneurs d'ordres des pièces et composants pour la 1<sup>re</sup> monte et le marché de la pièce de rechange. C'est dans ce sens que la sous-traitance constitue un axe stratégique et prioritaire dans la nouvelle politique industrielle prônée par les pouvoirs publics. L'évolution de la relation de sous-traitance industrielle de simples relations commerciales vers une relation partenariale entre les donneurs d'ordres et les PME sous-traitantes est un des mécanismes clés et le gage d'une fiabilité pour un développement optimisé et durable de

l'activité de sous-traitance industrielle. C'est ainsi que des partenariats pourraient être rapidement noués entre les grands donneurs d'ordres et leurs fournisseurs dans les différents secteurs de la mécanique, le plastique, caoutchouc, électricité, électronique et les autres domaines de prédilection de la sous-traitance industrielle tels que le véhicule en général et l'automobile en particulier. Cet événement sera organisé en pôles sectoriels et par spécialité industrielle et offrira une plateforme et un espace exceptionnel pour les sous-traitants et les donneurs d'ordres et plus généralement entre les industriels algériens et de fournisseurs locaux.

### Salon de l'automobile de Pékin

#### Une Mercedes Classe A berline pour la Chine

A l'occasion du Salon automobile de Pékin 2018 (25 avril-4 mai), Mercedes dévoile sa nouvelle Classe A... Berline.

Aperçue en fuite ces derniers jours, la Classe A Berline est désormais officielle. Mercedes vient de dévoiler cette inédite version tricorps à quelques heures seulement de l'ouverture du Salon automobile de Pékin (25 avril-4 mai). Il s'agit ici plus particulièrement d'une variante à empattement rallongé, la Classe A Berline L, conçue spécialement pour le marché chinois.

Celle-ci mesure 4,61 m de long, soit 19 cm de plus que la nouvelle Classe A à hayon. L'empattement a lui été accru de

6 cm (2,73 m pour la compacte contre 2,79 m pour la berline L). Résultat, l'espace à bord est logiquement plus important, tout comme le volume du coffre qui passe de 370 à 420.

#### High-tech

Côté design, on retrouve la même face avant dynamique que sur l'actuelle Classe A tandis qu'à l'arrière, les feux horizontaux empiètent sur la malle. L'intérieur, lui, est calqué sur la compacte. On retrouve notamment le nouveau système multimédia MBUX qui repose sur l'intelligence artificielle ainsi que sur un nouveau système de contrôle vocal. Mercedes annonce égale-

ment de nombreuses aides à la conduite héritées de la Classe S.

La Classe A Berline L sera lancée dans l'empire du Milieu au second semestre 2018. Elle sera alors proposée avec un moteur quatre cylindres 1.3L essence de 136 et 163 ch. Un quatre cylindres 2.0L de 190 ch arrivera ultérieurement. La boîte à double embrayage à 7 rapports est elle de série. Une version «adaptée aux besoins



des clients non chinois», c'est-à-dire sans empattement allongé, sera également commercialisée dans la seconde moitié de l'année. La Classe A Berline devrait donc être proposée en France dans les prochains mois...

nelles motorisations sont en effet espérées, tout comme une version 100% électrique. La Renault

### Alfa Romeo

#### Fin de vie pour la Mito



L'Alfa Romeo MiTo vit ses dernières heures. Ses ventes sont décevantes et elle n'est aujourd'hui plus en accord avec le nouveau positionnement de la marque au Biscione qui se voit désormais comme une alter-

native aux constructeurs premium allemands. Résultat, l'auto disparaîtra bientôt du catalogue. Très bientôt même si l'on en croit certaines sources.

D'après le site espagnol Motor, Alfa Romeo devrait en effet mettre un terme à sa production dès le mois de juillet. Annoncée depuis de longues semaines, la fin de carrière de la MiTo s'approche donc à grands pas. Selon certaines rumeurs, c'est un nouveau petit crossover urbain qui pourrait venir la remplacer...

La Giulietta elle aussi condamnée ? La Giulietta devrait donc devenir le nouveau modèle d'entrée de gamme d'Alfa. Avant de tirer elle aussi sa révérence ? Réponse(s) attendue(s) dans le courant du mois de juin, lors de l'annonce du nouveau plan stratégique du groupe Fiat-Chrysler Automobiles...

#### Industrie mécanique La SNVI ambitieuse d'exporter vers la RD Congo

L'Algérie veut exporter des bus fabriqués par la Société nationale des véhicules industriels (SNVI). C'est le souhait exprimé, dimanche, par le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a rencontré le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale de la République démocratique du Congo, Léonard She Okitundu. Un communiqué rendu public par le ministère de l'Industrie précise que Youcef Yousfi a exprimé la disponibilité de l'Algérie à assurer une aide à la République du Congo dans le domaine de l'électrification. De son côté, Léonard She Okitundu a exprimé le souhait de son pays d'importer des équipements industriels algériens, estimant qu'il s'agissait d'une approche efficace permettant de renforcer la coopération entre les deux pays.

## Peugeot

### La nouvelle gamme de VTT électrique présentée



Les quatre VTT à assistance électrique PEUGEOT eM02 PowerTube bénéficient d'un design élégant et moderne avec leur batterie intégrée au cadre. Ils sont polyvalents grâce à leur moteur puissant et leur amortissement «tout suspendu» (fourche à l'avant et amortisseur

à l'arrière selon modèle). La nouvelle batterie BOSCH 500 Wh PowerTube, compacte, équipe toute la gamme. Sa position dans le cadre est optimale pour l'équilibre du vélo, qui dispose d'un centre de gravité bas. Son extraction par le haut la protège des projections. Son autonomie permet de parcourir jusqu'à 125 kilomètres. Le moteur BOSCH Performance CX procure aux VTT eM02 PowerTube une puissance instantanée et maximale dès les premiers coups de pédale. Ils affrontent les pentes les plus raides et les terrains

accidentés en toute sérénité. Leur pilotage procure autant de plaisir en montée qu'en descente. Les amortisseurs développés par RockShox (selon modèle) facilitent le franchissement avec un débattement jusqu'à 160 mm. Les roues de 27.5 pouces équipées de pneus larges garantissent l'efficacité sur tous les terrains. Les freins Shimano XT (selon modèle) assurent une sécurité optimale.

#### La gamme PEUGEOT eM02 PowerTube

eM02 FS PowerTube signifie : e=electric, M=Mountain, 02=cœur de gamme, FS = Full Suspension (selon les versions), PowerTube=batterie intégrée au cadre. Les variantes XT, GX, SLX

et Deore correspondent au type de transmission, à 10 ou 11 vitesses.

#### eM02 FS PowerTube XT 11

Performance et efficacité sont les maîtres mots pour définir ce VTT à assistance électrique tout-suspendu, destiné à l'enduro. Ses suspensions RockShox avec un débattement de 160 mm et ses freins hydrauliques Shimano XT permettent de profiter des parcours les plus difficiles en toute sécurité. Sa transmission Shimano XT 11 vitesses avec un pignon de 46 dents permet de franchir tous les dénivelés. La géométrie de son cadre offre le bon compromis entre maniabilité et stabilité.





Irak

# Dans Mossoul en ruine, les candidats promettent un meilleur avenir

■ Sur le pan d'un mur d'école encore debout mais criblé de balles dans le Vieux Mossoul, des affiches promettent aux électeurs un avenir meilleur, un engagement qui semble dérisoire face à l'ampleur des destructions dans la deuxième ville d'Irak.

Par Rosa C.

«L'Irak avance», assure l'affiche du candidat Laith Ahmad Hassan, en costume cravate, qui se présente sur la liste «L'alliance de la victoire» du Premier ministre Haider al-Abadi. «Continuons le processus de construction et offrons le bien aux gens», proclame celle d'un concurrent, Fares Cheikh Sadik, de l'Alliance kurde. Près de dix mois après la fin d'une guerre de rues d'une violence inouïe au terme de laquelle les jihadistes du groupe État islamique(EI) ont été chassés de leur «capitale» irakienne, Mossoul est toujours un champ de ruines, où gisent des corps en putréfaction sous les gravas à côté d'explosifs non désamorcés. Événements sportifs, culturels ou artistiques, cortèges avec klaxon et diffusion de musique comme pour les mariages, distribution de gâteaux aux passants, tout est bon, pour les 938 candidats en lice dans la province de

Ninive pour tenter de mobiliser les 2,3 millions d'électeurs, dont 80% se trouvent à Mossoul, le chef-lieu. Cette province est la plus bigarrée du pays avec plusieurs ethnies, arabes, kurdes, turkmènes et différentes religions, musulmans sunnites et chiïtes, yazidis, chrétiens, chabak. Trente-quatre sièges sont à pourvoir, dont trois réservés aux minorités, selon la règle des quotas. Mais les électeurs restent très partagés sur l'utilité de voter et pour qui voter. Pantalon taché d'huile et mains graisseuses, Abou Favez attend depuis plusieurs heures de recevoir sa carte d'électeur à l'école «Badr al-Koubra», car lui a décidé de voter. «Après la libération de Mossoul, c'est un devoir national de voter pour que notre vie change et pour ne pas faire comme lors des scrutins précédents lorsque des électeurs avaient profité du jour férié pour aller se reposer au Kurdistan, à Bagdad ou en Turquie», assure ce mécanicien. «Il faut (...) élire des gens

qui nous représentent réellement et nous obtenons des compensations pour les dommages matériels et moraux subis», ajoute cet homme de 41 ans. Après l'invasion en 2003 par une coalition conduite par les États-Unis, cette ville majoritairement sunnite avec une minorité kurde et chrétienne, était devenue un fief d'Al-Qaïda et un bastion des partisans du dictateur déchu Saddam Hussein. Aux élections de 2014, juste avant la prise de la ville par l'EI, à peine 50% des habitants s'étaient rendus aux urnes, craignant les menaces proférées par les jihadistes. Ammar Raad, lui, n'ira pas voter. «J'ai été chercher ma carte d'électeur pour que personne ne l'utilise frauduleusement mais je vais la détruire. J'ai refusé 75 000 dinars (62 dollars) qu'un candidat m'a offerts pour que je vote pour lui. Personne ne m'inspire confiance», explique ce chômeur de 27 ans, devant sa maison à moitié détruite. Cette méfiance envers les politiciens est palpable car beaucoup considèrent qu'ils ont manqué de courage quand l'EI a conquis la ville en juin 2014 et qu'ils ont fui. Signe de bouleversement dans la province de Ninive, 75% des candidats sont de nouveaux venus et les partis traditionnels sunnites ont changé de nom pour ne pas être associés au passé. «Il risque de se produire un séisme poli-



Ph. &gt; D. R.

tique qui va bouleverser la province», assure l'analyste politique Hamed Ali. «Les nouvelles alliances, soutenues par des forces de sécurité sur le terrain, vont imposer une nouvelle réalité qui aura une répercussion sur les élections et va changer la situation politique dans la province», ajoute-t-il. La victoire sur l'EI a en effet été remportée par l'armée avec l'aide des forces paramilitaires du Hachd al-Chaabi, constituées à l'appel du chef religieux chiïte l'ayatollah Ali Sistani, qui sont toujours bien implantées sur le terrain. Pour Farah

Sarraj, députée sortante et candidate sur la liste laïque «L'alliance nationale», emmenée par le vice-président Iyad Allaoui, «les milices sont omniprésentes dans la province et contrôlent la sécurité ce qui favorisent les (...) partis qui sont liés à elles». En outre, souligne-t-elle, le résultat du scrutin risque d'être faussé «car seulement 20% des déplacés sont revenus à Mossoul, et les noms de milliers de martyrs et disparus sont toujours inscrits sur les listes électorales tout comme de nombreux membres de l'EI qui ont fui le pays». R. C.



## Points chauds

Alliance

Par Fouzia Mahmoudi

Après avoir échoué ces dernières années à mobiliser l'opinion publique turque malgré tous les excès de Recep Tayyip Erdogan, l'opposition cherche à se restructurer, à retrouver sa vitalité face à celui qui détruit petit à petit la singularité et le cœur de la nation d'Ataturk. En effet, quatre partis de l'opposition en Turquie vont former une alliance en vue des élections anticipées du 24 juin, dans une tentative de battre le président en place et le parti au pouvoir, ont rapporté les médias locaux. Cette alliance regroupera la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), le tout jeune Iyi parti (Bon parti), le parti conservateur Saadet (Parti de la félicité) et le parti Démocrate de centre-droit, selon la chaîne NTV. Une source du CHP a confirmé à l'AFP que des discussions se poursuivaient entre les quatre partis et qu'un protocole d'alliance devrait être signé aujourd'hui. Réagissant à ces informations, le gouvernement bien sûr a immédiatement dénoncé cette alliance, la jugeant motivée par la seule hostilité au président Erdogan. «Ce qui les motive et les rassemble ce ne sont pas les intérêts ou l'avenir de la Turquie mais leur opposition au président Recep Tayyip Erdogan», a déclaré le porte-parole du gouvernement Bekir Bozdag. Il a dénoncé une «alliance forcée» entre ces partis, la comparant à un «mariage forcé». Pourtant, cette alliance de l'opposition semble répondre à celle que le parti au pouvoir, l'AKP, a nouée avec la formation ultranationaliste, le Parti d'action nationaliste (MHP), pour ces élections. Selon NTV, l'alliance de l'opposition sera en vigueur pour les élections législatives seulement, les quatre partis envisageant de présenter chacun son propre candidat au premier tour de l'élection présidentielle. Le CHP a ainsi d'ores et déjà fait savoir qu'il désignerait vendredi son candidat à l'élection présidentielle Meral Aksener, leader d'Iyi parti a, elle aussi, annoncé qu'elle se présenterait au scrutin tout comme le chef du parti Saadet, Temel Karamollaoğlu. L'opposition cherche à tout prix à se donner les moyens de barrer la route à Erdogan qui, s'il devait l'emporter, serait doté de pouvoirs élargis sans précédent au terme d'un amendement constitutionnel approuvé par référendum en avril 2016. Reste à savoir si les efforts fournis par l'opposition turque seront payants et si les électeurs se mobiliseront pour elle ou si la passivité du peuple turc face à la transformation de leur pays en dictature continuera à prévaloir, offrant encore et toujours plus de pouvoir à Erdogan qui ne semble pas réussir à se satisfaire de ses privilèges actuels et qui cherche encore et toujours à augmenter son emprise sur son pays et son peuple. F. M.

Nigeria

## Un double attentat de Boko Haram fait des dizaines de morts

Mubi, ville du nord-est du Nigeria a connu mardi la «pire attaque» de son histoire, faisant des dizaines de morts selon des témoins, au lendemain de la visite du président nigérian à la Washington où il a remercié Donald Trump pour son aide contre Boko Haram. En début d'après-midi mardi, à 13h30 (heure locale), un kamikaze s'est fait exploser dans une mosquée de Mubi, dans l'État d'Adamawa, puis un second, dans un marché qui se trouve à proximité, au moment où les fidèles s'enfuyaient. Le porte-parole de la police locale, Othman Abubakar, a confirmé la mort de 24 personnes. Le responsable de l'Agence nationale de gestion des urgences, Imam Garki, a donné un bilan de 26 personnes tuées et de 56 blessés, dont 11 très grièvement, soulignant également que les kamikazes étaient vraisemblablement «mineurs». Ce bilan des autorités officielles a toutefois été contredit par les témoignages de résidents, qui ont assisté à la scène. «J'ai participé à la mise en terre de 68 personnes», a déclaré

Muhammad Hamidu, un habitant de Mubi à la nuit tombée. «Des corps étaient encore ramenés dans le cimetière, alors que je me parlais», a-t-il ajouté. «C'est la pire des attaques qu'a connu Mubi. Les pertes humaines sont inimaginables». Un autre résident, Abdullahi Labaran, qui a participé lui aussi aux enterrements dans le cimetière a assuré avoir compté «73 tombes creusées» pour les victimes de cet attentat particulièrement meurtrier. «Il y a encore des corps qui n'ont pas été réclamés à l'hôpital», a ajouté M. Labaran. «Le bilan est bien plus élevé que ce qui a été avancé plus tôt (dans la journée)», selon lui. «C'est le chaos ici», avait rapporté à l'AFP un secouriste volontaire, Habu Saleh, peu après l'explosion. «Nous avons transporté des dizaines de morts et de blessés vers l'hôpital», a-t-il expliqué sans pouvoir de donner de détails sur le bilan. La ville de Mubi a été régulièrement visée par les attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram, qui sévit dans le nord-est du Nigeria. Fin novembre, au moins 50 per-

sonnes ont été tuées dans un attentat similaire. En juin 2014, une quarantaine de supporters de football avait été tués, et en octobre 2012, 40 personnes avaient trouvé la mort dans une attaque contre des étudiants imputée au groupe Boko Haram. Le conflit qui ravage les contours du Lac Tchad a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés au Nigeria depuis 2009. La lutte contre le mouvement jihadiste a été au cœur de la rencontre entre le président nigérian Muhammadu Buhari et son homologue américain à la Maison-Blanche lundi. «Nous sommes très reconnaissants aux États-Unis pour leur fort soutien dans notre lutte contre le terrorisme», a déclaré M. Buhari, qui est le premier président d'Afrique subsaharienne à être reçu en visite officielle à Washington depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. «Nous apprécions également beaucoup votre accord pour vendre douze avions militaires Super Tucano A-29 et des armes au Nigeria pour se battre de manière effective», a-t-il ajouté.



Célébration de la Journée internationale du jazz

# Jean-Marie Ecay enchante ses fans à l'Opéra d'Alger

■ L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh à accueilli mardi soir les amoureux du jazz autour du grand artiste «Jean-Marie Ecay Sextet». C'est dans le cadre de la célébration de la Journée internationale du jazz que ce groupe a animé ce spectacle, rendant hommage au grand violoniste Didier Lockwood.

Par Abia Selles

Le Sextet de jazz «Jean-Marie Ecay» a animé, mardi soir à Alger, un concert dans une ambiance relevée, en célébration de la Journée internationale du jazz, devant un public relativement nombreux.

Accueilli à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, «Jean-Marie Ecay Sextet» a choisi, à l'occasion de la septième Journée internationale du jazz, célébrée le 30 avril de chaque année, de rendre hommage au grand violoniste de jazz Didier Lockwood, disparu le mois de février dernier.

Dans une prestation époustouflante de maîtrise et de technique, Jean Marie Ecay à la guitare a étalé, avec ses musiciens, une dizaine de ses compositions, conçues dans la magie des cadences irrégulières et la richesse de la dissonance harmonique qui caractérise la musique jazz.

Soutenu par Mika Lecoq aux claviers et au chant, Fifi Chayeb à la basse, Damien Schmitt à la batterie (qui s'est déjà produit à Alger en janvier dernier avec «DAMNCO», sa propre formation), Eric Seva au saxophone et Robin Antunes au violon, Jean Marie Ecay a embarqué l'assistance dans un univers excellent



de musicalité. Durant une heure et demie, le sextet a rendu les pièces, «Zazpiak Bat», «Louisiana Color» (blues ternaire), «Saturne» (funk-jazz pour saxophone), «Bras dessus, bras dessous» (pièce reprise par Claude Nougaro), «I Got a Rhythm», «Gemini Mode» (jazz contemporain pour violon), «Up

the Baou», «Sambouka» (jazz-reaggae-disco), «Beleharr» et «Format». Dans une ambiance de grands soirs, les musiciens ont brillé de virtuosité, se distinguant individuellement dans de remarquables solos, mettant en valeur leur professionnalisme, à travers des envolées phrastiques de haute facture, dans une

orchestration aux sonorités de World-Music, marquée de dextérité et de précision, à l'instar du guitariste-leader, Damien Schmitt, Mika lecoq ou encore Eric Seva.

Après chaque figure d'improvisation, le public, invité chaque fois par Jean-Marie Ecay à battre la mesure, donnait du

répondant, applaudissant longtemps l'instrumentiste au solo, puis le sextet à l'issue de chaque pièce.

Jean-Marie Ecay, faisant plaisir au public algérois, a invité Kheireddine M'Kachiche au violon et Nazim Bakour à la guitare, pour interpréter avec le sextet, «Format», dernière pièce au programme, dans laquelle les musiciens algériens ont fait montre de toute l'étendue de leurs talents respectifs, inscrivant leurs inspirations du moment sur les partitions, aux exigences aigües, du Sextet.

Jean-Marie Ecay a fait part au public de son «bonheur» de se produire à Alger, «pour la première fois avec son orchestre», alors qu'il était déjà venu «plusieurs fois» comme musicien soliste, notamment dans les formations, du célèbre batteur Billy Cobham et du grand violoniste Didier Lockwood.

Le concert de jazz du Sextet «Jean-Marie-Ecay» a été organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), en collaboration avec l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, sous l'égide du ministère de la Culture.

A. S.

Opéra d'Alger Boualem Bessaïh

## «Les merveilles de la musique russe» présentées aux Algérois

L'Orchestre symphonique national de l'Opéra d'Alger, mené par le Maestro Amine Kouider, invite les mélomanes à découvrir «les merveilles de la musique russe» le 10 mai prochain à Alger. Organisé à l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh (Ouled Fayet), la représentation connaîtra la partici-

pation exceptionnelle de la violoncelliste russe Elena Zhuleva et du Chœur symphonique de l'Opéra. Prévu le 10 mai à partir de 19h, l'événement verra au programme, entre autres, «Variations sur un thème rococo» de Tchaïkovsky, les «Danses polovtsiennes» d'Alexandre Borodine ou encore «Tableaux

d'une exposition» de Modeste Moussorgski.

Le prix d'accès au concert est fixé à 1 000 DA. Il est à acheter dès mercredi à la billetterie de l'Opéra, ouverte de 10h à 18h. R. C.

Salon national des arts plastiques de Tiaret

## La famille de l'artiste défunt Abdelhak Chaouche honorée

La famille de l'artiste et intellectuel défunt Abdelhak Chaouche a été honorée mardi à la maison de la culture «Ali-Maachi» de Tiaret, en clôture du Salon national des arts plastiques commémorant l'anniversaire de sa mort.

Cette manifestation, tenue du 28 avril au 1<sup>er</sup> mai, a vu la participation de 57 artistes de diffé-

rentes wilayas du pays, qui ont exposé 214 tableaux d'art et sculptures.

Des artistes et intellectuels présents à ce salon ont sollicité le ministère de la Culture à consacrer un colloque national à Abdelhak Chaouche, un homme de culture et d'art de la wilaya de Tiaret. Ce salon, faisant partie d'un programme artistique et cul-

turel diversifié, a comporté une projection audiovisuelle produite par la maison de la culture Ali-Maachi sur cet artiste, la réalisation de fresques sous le slogan «Poursuivons le parcours de Abdelhak Chaouche» par des artistes, en hommage à cet artiste défunt, des récitals poétiques et une soirée artistique animée par la troupe musicale de la mai-

son de la culture. Abdelhak Chaouche est décédé en 1994 à l'âge de 34 ans, laissant de nombreuses œuvres, peintures et sculptures. Il encadra les étudiants du théâtre communal «Hassan-El-Hassani» de Tiaret et organisa des expositions artistiques dans des cafés de Tiaret en investissant dans les jeunes talents pour créer une dynamique à la vie culturelle locale.

«Abdelhak Chaouche fut un artiste plasticien en contact avec la société. Les questions nationales, historiques et humaines et les mouvements d'autodétermination se reflètent dans ses sculptures et ses tableaux», a souligné l'historien Omar Belkhodja.

D. R.

Jusqu'au 10 mai

## La BD franco-belge en exposition à Constantine

UNE EXPOSITION de romans graphiques a lieu actuellement du côté de Constantine et devrait se poursuivre jusqu'au 10 mai prochain. Nommée «Bleu, Blanc... Bulles», l'exposition réunit de nombreuses planches et illustrations des bandes dessinées franco-belges des 70 dernières années. D'Hergé à Fred (Philémon) en passant par Goscinny et Boulet, elle fait le tour de la question du 9<sup>e</sup> art dans l'Hexagone et le plat pays de Brel. Proposée par la French Comics Association, composée de très grands éditeurs (Galimard BD, Dupuis, Delcourt...), l'exposition est à découvrir au niveau de l'Institut français de la ville jusqu'au 10 mai prochain.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des beaux-arts d'Alger  
Jusqu'au 15 mai :

Les œuvres de quatre artistes peintres turcs exposées sous le thème «L'amitié par les couleurs».

Galerie Seen-Art (Dely-Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Hors Cases» des artistes El Meya, Bardi et l'Homme jeune.

Librairie du Tiers-Monde (Alger-Centre)

Samedi 5 mai à partir de 14h:

Amina Mekahli signera son livre «Nomade brûlant», paru aux éditions Anep.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh el-Feth (El-Madania, Alger)

Samedi 5 mai à 19h :

Dans le cadre du Festival européen, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec la délégation de l'Union européenne et le ministère de la Culture algérien, programmeront un spectacle de flamenco présenté par la compagnie de flamenco «Tatiana Garrido-Flamenco intime».

Galerie d'Art Dar-El-Kenz (Chéraga, Alger)

Jusqu'au 17 mai :

Exposition «Arc-en-ciel et bleu de Chine» de Souhila Belbahar. Vernissage le jeudi 3 mai à partir de 15h.





Kaddour Benayad, président de l'USMBA  
**«Ce sacre ne me fera pas revenir  
 sur ma décision de partir»**



**LE PRÉSIDENT** de l'USM Bel-Abbès, Kaddour Benayad, a affirmé que sa démission de la présidence du club à la fin de saison était irréversible, en dépit du sacre de son équipe de la Coupe d'Algérie 2018 aux dépens de la JS Kabylie sur un score de 2-1. «Je suis très heureux de ce sacre et l'obtention de la deuxième coupe pour mon club, mais cette victoire ne me fera pas revenir sur ma décision de démissionner de la présidence du club à la fin de la saison. J'ai œuvré pour mettre en place une méthode de gestion rationnelle en dépit des problèmes et difficultés qu'à connus le club,

une démarche qui a permis au club d'assurer le maintien et décrocher la Coupe d'Algérie», a déclaré M. Benayad au terme de la finale. Estimant le sacre de l'USMBA de sa deuxième coupe d'Algérie «mérité», M. Benayad a indiqué que «ce titre est une réponse à tous ceux qui ont douté des capacités du club et des joueurs», qui ont été selon lui «des champions sur le terrain, de même pour les remplaçants qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes». L'USM Bel-Abbès a remporté la Coupe d'Algérie de football 2017-2018 devant la JS Kabylie (2-1), mardi au stade 5-Juillet-1962 (Alger).

## Les deux clubs ont touché cinq milliards des mains d'Ouyahia

**LES DEUX** clubs finalistes de la Coupe d'Algérie de football, l'USM Bel-Abbès et la JS Kabylie, ont obtenu des mains du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, des chèques de cinq milliards chacun pour avoir animé cette fête du football national qui revêt une importance particulière pour les autorités du pays, sachant qu'elle reste la vitrine du jeu à onze dans notre pays. Conviés à une cérémonie au Centre des conférences internationales de Club des Pins, les deux clubs ont eu droit à un égard particulier et le chef de l'exécutif leur donnera cette somme au nom du président de

la République et qui viendra certainement atténuer la situation financière difficile des deux clubs. Il faut savoir, par exemple, qu'à l'USMBA les joueurs n'ont pas été payés depuis près de sept mois et cette somme devrait permettre aux dirigeants de les payer, eux qui ont été patients et n'ont pas créé de problèmes à la direction malgré cette situation pénible dans laquelle ils se trouvaient. Même le président de la JSK, Mellal, ne pourra être que soulagé avec cette somme qui lui permettra aussi d'effacer sa dette à l'égard des joueurs.

M.M.

## Les fans de la JSK dans la tristesse

**L**es supporters de la JSK, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ont accepté la défaite de leur club par 2 buts à 1 face à l'USM Bel-Abbès en finale de la Coupe d'Algérie, mardi, faisant preuve d'esprit sportif. Rassemblés, malgré le froid, devant les deux écrans géants installés par les services de la mairie à la Place de l'Olivier, au niveau de l'ancienne gare routière de la ville, et de la placette de l'ancienne mairie, les inconditionnels du club kabyle, qui ont vécu les 92 minutes, les péripéties en dents de scie de la rencontre, se sont dispersés dans le calme, dès le coup de sifflet final. En à peine quelques minutes, la place s'est vidée de son monde. Drapeaux et feux d'artifice, préparés à l'occasion en cas de victoire, ont été remis sous le manteau. «J'aurai aimé que l'on gagne cette coupe, mais, c'est ça le football, il faut aussi savoir accepter la défaite», explique un jeune supporter à l'adresse d'un groupe de supporters mécontents. Dans les différents quartiers et rues de la

ville, des groupes se forment un peu partout. Chacun y va de son analyse et de ses critiques. «Ils ont mal joué dès la première mi-temps en adoptant les passes longues», relève un supporter d'un certain âge. «On dirait qu'ils étaient à chaque fois pressés de se débarrasser du ballon», ajou-

te-t-il. «C'est la faute à l'arbitrage. Il (l'arbitre) leur (USMBA) a concédé beaucoup de cadeaux», tonne un autre supporter visiblement mécontent. Toutefois, malgré la déconvenue, les supporters de la JSK restent fidèles à leur club. «La JSK a vécu une période d'insta-

bilité qui a influé sur son rendement durant cette saison, que ce soit en championnat ou en Coupe d'Algérie, et le fait d'arriver à ce stade de la compétition est déjà un exploit», soutient, Kamel Tayebi, un inconditionnel du club. Au siège de la JSK, pas âme qui vive. Le siège est fermé

et les responsables du club injoignables. A travers les rues de la ville, malgré la défaite, des cortèges de voitures se forment et les klaxons fusent de partout et aucun incident n'a été signalé.

## Impressions :

- **Youcef Bouzidi (entraîneur de la JSK)** : «Je pense que le manque de concentration nous a été fatal, après que l'USMBA a marqué à chaque début de mi-temps. Nous avons essayé de revenir au score, mais l'équipe adverse a réussi à sauvegarder son avance. Le penalty raté par l'USMBA nous a encouragés à continuer nos efforts sans qu'on arrive cependant à égaliser. Je félicite Bel-Abbès qui n'a pas volé sa victoire. Le plus important est de faire preuve de fair-play, ce que nous avons constaté sur le terrain. J'espère qu'on suivra cet exemple à l'avenir».

- **Redouane Haffaf (entraîneur-adjoint de l'USMBA)** : «On savait que la condition physique allait jouer un grand rôle, raison pour laquelle nous avons bien préparé nos joueurs. Je pense que le premier but nous a libérés et après les conseils prodigués aux joueurs durant la pause, nous avons ajouté un 2<sup>e</sup> but. Notre recul après ce but a permis à la JSK de réduire le score. Malgré cela, nous avons pu garder l'avantage. Je remercie Dieu pour cette victoire et nos supporters qui nous ont encouragés malgré leur long voyage».

- **Saâdi Radouani (défenseur de la JS Kabylie)** : «Nous avons été ceuillis à froid et c'était un sacré coup dur pour notre équipe. Malgré cela, nous avons continué à y croire, jusqu'à ce deuxième coup du

sort, qui nous a réduit à dix, pile au moment où on commençait à bien revenir dans le match. Il très difficile pour notre équipe de se relever après un tel scénario, et c'est bien dommage, car cela a fini par nous coûter un titre majeur qui nous tenait vraiment à cœur. Maintenant, il faut vite oublier cet échec et se reconcentrer sur le championnat, pour terminer honorablement la saison, surtout que notre principal objectif est le maintien».

- **Nabil Lamara (défenseur de l'USM Bel-Abbès)** : «Le premier but, que nous avons marqué d'entrée de jeu nous avait mis sur les bons rails. Mais la suite des débats n'a pas été facile pour autant, car la JSK est restée un redoutable concurrent jusqu'au bout. Elle a d'ailleurs réussi à nous poser de très gros problèmes en deuxième mi-temps, mais nous avons su gérer les moments forts de cette finale et préserver ainsi notre avantage jusqu'au coup de sifflet final. Je dédie cette coupe à tous les supporters de l'USMBA, à mes parents, ainsi qu'à tous les Koubbéens». Interrogé à propos des informations qui circulent actuellement concernant un éventuel transfert vers l'USM Alger, Lamara a nié «tout contact officiel» avec le club algérois, assurant qu'il se sent «bien à l'USMBA» et que la seule chose à laquelle il pense en ce moment, c'est de «savourer ce titre durement acquis».



Les Bel-Abbésiens ont mérité ce sacre

Par Mahfoud M.

**L**es gars de la Mekerra ont réussi l'essentiel dans cette rencontre, en scrorant durant les premières minutes de deux mi-temps. Développant un jeu chaotique, la bande à Si Tahar Cherif El Ouzani a dominé les débats au cours de cette empoignade, montrant qu'elle méritait de terminer la saison avec un titre en poche, surtout après la frustration du championnat et la défection de six points après le non-paiement du dû d'un joueur africain qui lui a valu de se contenter de jouer le maintien. L'USMBA pouvait jouer les premiers rôles, n'était justement cette affaire de déduction de points qui n'a pas été facile à accepter

pour le groupe. Avec un Belahouel des grands jours qui a réussi à inscrire un double (3' et 48'), les gars de la Mekerra ont montré toute leur classe durant cette rencontre qu'ils ont remportée avec la manière, étant donné que la possession du ballon était plus de leur côté, tandis que la JSK était loin de son rendement habituel et n'avait pas revenir dans le match, malgré le but rageur de Benaldjia sur coup-franc à la 55'. Les Bel-Abbésiens avaient même l'opportunité d'ajouter un troisième but à la 73', mais Bounoua avait raté son penalty devant Boulitf qui avait pris la place d'Asselah, expulsé après intervention musclée sur Tabti. Le rêve était permis au fil des minutes qui s'égrainaient et le sifflet final de

l'arbitre, Abid Charef, délivrera les milliers de supporters qui s'étaient déplacés à Alger pour soutenir les leurs. Malgré la grave crise financière qui secoue cette rencontre qu'ils ont remportée avec la manière, étant donné que la possession du ballon était plus de leur côté, tandis que la JSK était loin de son rendement habituel et n'avait pas revenir dans le match, malgré le but rageur de Benaldjia sur coup-franc à la 55'. Les Bel-Abbésiens avaient même l'opportunité d'ajouter un troisième but à la 73', mais Bounoua avait raté son penalty devant Boulitf qui avait pris la place d'Asselah, expulsé après intervention musclée sur Tabti. Le rêve était permis au fil des minutes qui s'égrainaient et le sifflet final de

M. M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

**Cambrilage et trafic d'armes à feu**

## Trois individus placés sous mandat de dépôt

«UN RÉSEAU de malfaiteurs spécialisé dans les cambriolages de maisons et le trafic d'armes à feu a été démantelé par la brigade criminelle de la police judiciaire», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya». Cette bande est composée de trois individus âgés entre 26 et 41 ans. Ils sont impliqués dans plusieurs cambriolages de maisons et la dernière en date le cambriolage d'une propriété d'une vieille femme répondant aux initiales B.Y. âgée de 76 ans.

Selon notre source «les malfaiteurs ont fait irruption la nuit chez cette dernière et se sont emparés de deux armes à feu appartenant à l'époux de la victime qui est décédé ainsi que plusieurs autres objets».

Les enquêteurs ont après des recherches, fini par identifier un membre de la bande répondant aux initiales DJ.I. âgé de 26 ans, lequel a dénoncé un complice A.y. 24 ans ayant des antécédents judiciaires.

Les policiers ont réussi aussi à récupérer un pistolet sans cartouche, dissimulé dans la forêt de Sidi-Ahmed, alors que la deuxième arme a été vendue à un individu connu sous sobriquet de «Baby». Après enquête, l'individu a été identifié. Il s'agit de M.N. âgé de 41 ans.

Les policiers ont réussi à récupérer le deuxième pistolet après la perquisition de son domicile. Après enquête, il s'est avéré que ce dernier était impliqué dans plusieurs cambriolages dans la ville de Béjaïa.

Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des mis en cause qui ont été présentés devant le procureur près le tribunal de Béjaïa pour plusieurs charges dont «constitution d'association de malfaiteurs et délits de vol en nombre avec effraction de nuit, possession, et vente d'armes à feu de quatrième degré, etc.», ajoute notre source.

Le dossier a été confié au juge instructeur qui les a placés sous mandat de dépôt. H.C.

Tizi Ouzou

## Une personne tuée dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort, hier tôt le matin, dans un accident de la route survenu sur la route du village Ighlil Belkadi dans la commune de Souk El-Thenine (30 km au sud de Tizi Ouzou), avon-nous appris auprès de la Protection civile. A l'origine de l'accident, le dérapage d'un véhicule léger avant de percuter un poteau électrique causant le décès de son conducteur, un homme de 40 ans. Les éléments de la Protection civile ont utilisé du matériel de désin-carcération pour retirer la victime de son véhicule complètement endommagé. H.M.

## Journée mondiale

### Bouteflika appelle la presse à assumer sa «noble mission» de critique journalistique

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a appelé mercredi tous les médias nationaux à assumer leur «noble mission» de «vigilance» qui dénonce «toutes les insuffisances» qui «portent atteinte aux affaires publiques et notre vie quotidienne». Plus encore, le président de la République loue, dans un message à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, ce «devoir» des journalistes de «contrôle» et de «gardien vigilant» des atteintes aux affaires publiques et privées, car «ce rôle encourage les réformes» et contribue à apporter des «correctifs» et «demander des comptes», au besoin. Cette «noble mission» de la presse de critique de l'action publique, notamment si elle est exercée avec «sincérité et honnêteté»

constitue une part importante de la résolution des problèmes et l'amélioration de la situation. Pour le Président Bouteflika, «le poids et la multiplicité» des tâches relevant des démembrements de l'Etat peuvent, en effet, conduire «fatalement» à «quelques erreurs» ou connaître des «insuffisances». C'est pour ces raisons que le chef de l'Etat a «veillé résolument à faire émerger un rôle central» de la presse nationale dans «toutes les réformes à mener» et face à «tous les défis auxquels l'Algérie fait face». L'Etat et le peuple algériens «fiers» du niveau atteint «en développement et en modernité» par la presse nationale «dans toute sa variété», est «en droit» de bénéficier de la contribution de la presse pour «lever les défis», a affirmé le Président Bouteflika. Il a également réaffir-

mé «la fierté d'être dans le peloton des pays qui respectent les droits de cette noble profession et ne ménagent aucun effort pour sa promotion». L'Algérie, a-t-il ajouté à cet égard, «peut s'enorgueillir de la dépénalisation du délit de presse» et elle peut, aussi, «se targuer de ne compter aucun journaliste incarcéré en raison de l'exercice de sa mission d'information». L'Algérie est également «en droit de s'enorgueillir de la constitutionnalisation de la liberté de la presse écrite et audiovisuelle, et même sur les médias sociaux, loin de toute restriction ou toute forme de pré-censure. Une Constitution qui garantit la diffusion d'informations, d'images, d'opinions en toute liberté et dans le respect des constantes et valeurs de la nation et des droits de la personne», a soutenu le

Président. Historiquement, la presse algérienne «s'est toujours distinguée par son patriotisme et son militantisme» et, selon les mots du président de la République, elle a accompagné le retour de la vie politique après une restriction imposée par la terreur et l'assassinat durant la tragédie nationale. Aujourd'hui, la presse, «dans toute sa composition», «accompagne et donne davantage de rayonnement» à la vie démocratique du pays, selon le Président. «Nous avons veillé à travers le dernier amendement constitutionnel à ouvrir davantage le champ devant les médias nationaux en vue de consolider son rôle actif dans tous les aspects de la vie nationale», a déclaré le chef de l'Etat à ce propos. (...)

Slim O./APS

## Le prix du pétrole a rebondi



Loumis

Djalou@hotmail.com

Melbou

## Marche contre la mafia du foncier

■ Les actions de dénonciation de la mafia du foncier se succèdent à Béjaïa. Après le rassemblement organisé il y a trois semaines devant la direction des Domaines de Béjaïa par les habitants du douar Ath Amar Ouali, notamment par le collectif des habitants de Tazeboudjt, des centaines de citoyens de la commune de Melbou et ses environs ont investi hier la rue pour les mêmes raisons.

Par Hocine C.

Ils ont organisé une marche de protestation pour dénoncer le détournement du foncier de la commune et l'occupation illégale de terrains un peu partout sur la côte, près des plages, dans les forêts, dans les oueds, etc. «Nous sommes

mobilisés afin de faire barrage à la mafia du foncier qui se cache derrière le Calpifref pour s'emparer du foncier et nous interpellons les autorités afin d'arrêter ce massacre», déclarait un citoyen sur les ondes de la radio locale. Un autre s'est relayé pour relever les nombreux dépassements

enregistrés dans la commune et interpellé les services concernés, chacun avec son nom. Cette action a été soutenue par des élus notamment, ceux du FFS et elle a même été appuyée par le président de l'APW Mehenni Haddadou qui a crié, sur la radio, sa colère contre ce phénomène et dénoncé la mafia du foncier un peu partout dans la wilaya. Mehenni Haddadou a relevé «l'absence totale des autorités», autrement dit, ces dernières laissent faire le phénomène. Il dira: «Il y a une absence totale des autorités; il faut protéger le foncier au niveau de toutes les communes». Il a ensuite appelé la population à «être vigilante, à se solidariser et à se mobiliser pour faire barrage à la mafia du foncier et contrecarrer ses appétits voraces ainsi que le bradage du foncier en général». Les manifestants ont, par ailleurs, exigé l'envoi d'une commission d'enquête afin d'identifier les auteurs du détournement et du squatage des terrains, exigeant également la destruction de toutes les constructions illicites. Il est utile de rappeler que l'APC de Toudja a mené il y a moins de deux semaines une opération de démolition des constructions illicites sur la côte Ouest, notamment à Oued-Das H. C.